

Problèmes de la politique d'émancipation: entrevue avec Alain Badiou

Cette interview a été réalisée à la fin de la rencontre avec Alain Badiou, co-organisée par la Revue Archipiélago, le Centre de Culture Contemporaine Arteleku et l'Université Internationale d'Andalousie UNIAarteypensamiento le 9 et 10 octobre de 2006 à Saint Sébastien. Les contenus de cette rencontre ont peut les consulter dans le numéro 73-74 de la Revue Archipiélago. Ils sont aussi accessibles sur le site web (<http://www.arteleku.net>)

À ton avis, quel peut être le moteur de la politique d'émancipation aujourd'hui?

A.B.: Je pense que il n'y a pas une situation générale et il n'y a pas un moteur unique. La politique d'émancipation existe sous la forme des séquences singulières et ces séquences singulières sont rendues possibles par des événements. L'événement est une action de rupture, qui est en dehors de quelque répétition, une action nouvelle et inventé, qui nous emporte à une égalité supérieure, qui crée du temps et de l'espace. Donc, la politique d'émancipation a pour condition des événements dont l'apport est universel, événements de l'émancipation elle-même, produits par des circonstances historiques.

La politique d'émancipation est toujours dans la forme de la fidélité pratique à certains événements, une fidélité collective pour prendre les conséquences de l'événement, décider sa signification et, à partir de là, travailler

Il n'y a donc pas des lois historiques générales de la politique d'émancipation, il y a des séquences particulières, toujours singulières. Chaque séquence est nouvelle et porte quelque chose qui n'est pas contenue dans les séquences antérieures et quelque chose qui est contenue, tout processus neuf est un mélange d'un nouveau et d'un ancien.

L'histoire de la politique d'émancipation est une histoire discontinue et non pas contenue par le progrès constant, et il n'y existe pas toujours. Il y a des périodes historiques, fondamentalement où la politique d'émancipation est ou bien très faible ou pratiquement absente, mais parce-que, tout simplement les conditions de rupture ne se donnent pas ou que le conservatisme des identités est extrêmement puissant.

Quel est le rapport entre la politique d'émancipation et notre vie quotidienne?

A.B.: Comme l'art, comme la science, la politique c'est une pratique singulière, qui est discontinue par rapport à la vie quotidienne.

Je ne suis pas du tout partisan, comme les situationistes ou certains théoriciens de la politique comme existence aujourd'hui comme, par exemple, le collectif Tikkun, de l'idée d'une fusion de la politique et de la vie.

En effet, la politique c'est une pratique particulière, donc les origines sont des événements particuliers, et l'idée qu'il pourrait avoir une sorte de réconciliation de la vie et la politique, n'est pas du tout mon idée.

La politique c'est une chose qui se suffit à elle-même. La politique d'émancipation c'est, en effet, une création des nouvelles collectivités, c'est la rencontre entre des gens qui d'habitude ne se rencontrent pas, c'est toute une série des nouveautés dans les liens collectifs. Mais cette nouveauté dans les liens collectifs est une nouveauté politique, c'est à dire elle est créée par les partages, dans certains nombres des convictions et des pratiques politiques, c'est un processus séparé de la normalité quotidienne. Comme d'ailleurs tout autre processus créateur, est toujours un processus particulier, qui a ses moyens propres, sa propre existence.

On parle de l'isolement, de la séparation, de la fragmentation de la vie quotidienne sous le capitalisme actuel, mais véritablement, un paysan dans son village au XVII^e siècle, était plus séparé du reste de la société qui n'importe qui aujourd'hui. Donc, il faut pas croire qu'on a une nouvelle situation de solitude, de séparation. En réalité la politique d'émancipation a toujours eu, pour but, de créer des nouveaux liens, de créer des nouvelles identités, de créer une nouvelle communauté. Il n'existe pas un nouveau problème de solitude, ce qui existe aujourd'hui ce sont de nouvelles conditions de production de solitude. Des conditions nouvelles parce-que les formes de solitude sont tellement nouvelles.

Est-ce qu'on peut être fidèle à un évènement, en quoi consiste cette fidélité?

A.B.: Nous sommes toujours dans les conséquences de l'évènement, les grands évènements portent leurs conséquences très loin. Par exemple, Mai 68 a montré que la politique peut se faire en dehors des partis et des syndicats traditionnels, en dehors de l'horizon de la prise du pouvoir. On est encore aujourd'hui dans les conséquences de Mai 68. On peut être dans les conséquences de l'évènement, même si il n'y a pas eu un évènement tout proche.

Le problème c'est que plus l'évènement est lointain, plus les conséquences deviennent difficiles à trouver, difficiles à créer. Mais nous sommes toujours dans ces conséquences.

Pour reprendre tout ça plus clairement, je dirais trois choses:

- Premièrement, il y a toujours la possibilité d'être fidèle à un évènement, même si cet évènement est un peu loin dans le temps.
- Deuxièmement, cette fidélité consiste toujours dans des pratiques particulières nouvelles, qui ne fusionnent pas avec la vie en général et qui créent un effet des nouvelles formes du liens, de l'action et de la transformation.
- Troisièmement, ce qui change principalement, à mon avis, ce qui est une évolution, une histoire, c'est la forme de l'organisation politique. L'histoire de la politique, c'est naturellement l'histoire des évènements, des séquences, des fidélités, etc. Mais, en résumé, on verra que c'est l'histoire des formes de l'organisation politique et de la discussion autour des formes de l'organisation. La caractéristique de la politique, quel qu'en soient les manières c'est de s'organiser, même quand elle est organisée en assemblée, quand elle est organisée en groupes ouverts, elle est quand même organisée. La politique c'est vraiment pour les gens qui travaillent ensemble, collectivement.

C'est que j'ai appelé fidélité c'est l'engagement subjectif dans les conséquences d'un évènement qu'on a reconnu comme évènement. L'évènement contient une proposition universelle qui est une possibilité. Par exemple, dans Mai 68, la possibilité d'une expérience politique en dehors des partis et des syndicats traditionnels, en dehors de la pris du pouvoir. La fidélité c'est de s'installer dans cette possibilité et de tenter de réaliser quelque chose, de tirer les conséquences nouvelles, productives et créatrices de cette possibilité. Je l'appelle fidélité tout simplement parce-que ça se rapporte à un évènement, fidélité à quelque chose qui t'a arrivé. Au fond, la fidélité consiste à continuer, à travailler aux conséquences de l'évènement, alors que l'évènement lui même a disparu. Pourtant, aujourd'hui on peut être fidèle à Mai 68, même sans rien savoir de ce qui c'est passé là, parce-qu'on est dans les conséquences lointaines de Mai 68, et qui travaille en politique, qui est un militant politique, dans sa conception générale, est toujours proche de ce qui a rendu possible Mai 68.

Donc la fidélité c'est simplement un nom pour se référer à la délation avec l'évènement et sa création d'une nouvelle possibilité universelle, c'est à dire qui peut impliquer tout le monde, qui n'est pas corporative, particulière, intéressée. Le sens de la fidélité c'est d'élaborer cette possibilité dans le monde réel, dans la situation. Ce que je voudrais peut-être ajouter, pour

rendre ça plus clair, c'est que la possibilité politique c'est toujours à propos d'un problème. Un évènement politique, crée la possibilité de résoudre un problème qu'on ne pouvait pas résoudre avant. Cette nouvelle possibilité, elle est créée à propos d'un problème lié à la politique d'émancipation.

J'ai pris comme exemple le fait que, la politique d'émancipation aux dix-neuvième siècle était entièrement liée à l'idée de révolution, que l'idée de révolution était quand même l'idée d'une insurrection armée, mais toutes les insurrections armées ouvriers du dix-neuvième siècle ont été écrasées dans la sang et le feu. Donc, le problème à la fin de dix-neuvième c'est ou bien on abandonne l'idée de révolution, ça compète une série de partis socio-démocrates parlementaires, ou bien on garde la révolution, mais résoudre les problèmes de la victoire de l'insurrection, que c'est la réponse de Lenin. On va pas continuer à l'essai des insurrections, écrasées les unes après les autres. Mai 68 comme évènement politique crée la possibilité de traiter ce problème: la politique d'émancipation peut être à distance de l'état car ne doit pas poursuivre la pris du pouvoir. Ça ne traite jamais tous les problèmes au même temps, une nouvelle possibilité politique, ça traite un problème fondamental de la politique.

Si Lenin pense la révolution Russe avec des images de la révolution française c'est parce-que il a les mêmes problèmes. Si Mai 68 parle des conseils ouvriers, c'est parce-que Mai 68 a les mêmes problèmes pour lesquels on cherche des nouvelles solutions: comment créer une organisation ouvrière que ne soit pas l'organisation d'un parti ou l'organisation d'un syndicat traditionnel?

On se trouve toujours en traitant des problèmes qui ont déjà existé. C'est pour ça que l'évènement c'est une proposition universelle, parce-qu'il intervient à la résolution d'un problème qu'a déjà existé, mais que n'a pas été résolu.

Je pense que Mai 68, mais aussi quelque chose du Zapatisme, quelque chose du mouvement en Argentine, quelque chose de la Pologne, certains éléments de la révolution cultural en Chine, etc., tous ces évènements qui se situent entre les années soixante et aujourd'hui, convergent sur un point essentiel qui est: comment pratiquer maintenant une politique qui ne soit plus prisonnière du modèle d'organisation précédente qu' a dominé. Prisonnière du modèle de parti, prisonnière du modèle de la figure militant traditionnel, etc. On voit que tous ses expériences montrent que c'est possible, exactement comme la révolution russe a démontré que la victoire de l'insurrection armée était possible. Maintenant nous savons que la victoire de l'insurrection c'est pas notre problème. En réalité, notre problème c'est comment continuer la politique de manière créatrice, indépendamment de la question de pouvoir. Comment ouvrir la possibilité politique à autre nom.

Donc être fidèle à un group d'évènements, - je pense que ce group d'évènements peut être considéré comme d'évènements unique, parce-qu'il traite finalement à la même possibilité, il traite le même problème- c'est tout simplement s'engager dans le processus créateur avec l'idée de qu'on va inventer des formes d'organisation, étrangères au modèle des partis et qui ne sont plus entièrement déterminés par la figure traditionnel de l'affrontement pour le pouvoir.

Tout militant, tout activiste, toute personne engagée dans la politique d'émancipation aujourd'hui, est dans la fidélité à cet ensemble d'évènements.

Est-ce qu'on peut anticiper ou préparer l'évènement?

A.B.: Si on pouvait travailler d'avance à une subjectivité réceptrice de l'évènement, ça voudrait dire que l'évènement peut être prévu et on peut avoir une image anticipée suffisant, pour préparer les subjectivités. Mais c'est pas le cas: ce qui caractérise l'évènement c'est que il survient sans prévision possible, sans anticipation possible, et donc on peut pas se préparer à l'évènement, on peut pas se préparer à son interprétation positive. Je pense que ce

n'est pas le lien intersubjectif qui rend possible la politique, c'est la politique qui rend possible le lien intersubjectif. Les nouveaux liens intersubjectifs dont on a besoin par la politique, seront créés par la politique elle-même, ils peuvent pas être préparés d'avance.

Les liens intersubjectifs qui se créent dans une situation politique véritable, sont tout à fait imprévus aussi, par rapport à la situation d'avant.

Avant Mai 68, l'idée de la possibilité des liens politiques directes entre une masse d'étudiants et des ouvriers, ça ne pouvait pas exister. Elle avait été créée en ce moment-là. Même au parti communiste étaient séparés, très soyeusement, les militants intellectuels et les militants ouvriers. Le parti communiste ne voulait pas ce contact et ils essaient, par tous les moyens, de l'empêcher pendant Mai de 68. Donc, en Mai 68, s'a créé une intersubjectivité sociale absolument nouvelle et qui était produite par la situation politique elle-même, le lien entre ouvriers et étudiants.

On peut seulement être surpris par l'évènement. Je pense que la meilleure interprétation et préparation possible c'est la fidélité à un évènement antérieur. On pense le futur avec le présent.

Est-ce que le 11 de Septembre a été un évènement?

Pour moi, le mois de Septembre n'est-ce pas un évènement, absolument pas. Si on appelle évènement à cet effet d'une proposition universelle, là on n'a ni l'élément d'universalité, ni l'élément de possibilité. Je ne vois pas en Al-Qaeda des figures d'universalité, même pas virtuelles: il n'y a pas de nouveauté politique, ni se crée quelque espace d'émancipation. Je parlerais, quand même, d'une action fasciste.

Si on amène qu'une action fasciste a pour objectif déstabiliser les subjectivités et les installer dans la terreur, je crois que c'est une définition formelle possible du terme. C'est à dire une action qui est d'une violence tel que pour les gens qui ne sont témoins, ni victimes, n'a aucune intelligibilité possible. Raison pour laquelle la réaction américaine pouvait être élucidé totalement irrationnelle et violente, parce-qu'il n'y a aucun rapport, tout le monde le sait, entre le 11 Septembre et détruire l'Iraq, parce-que il n'y avait pas la forme de l'évènement proprement dite. Peut-être celle de la catastrophe, qui semble à l'évènement, mais avec des conséquences négatives.

Il semble que l'expression des grands "Non" c'est la limite des mouvements en Europe (non à la guerre, non au C.P.E., etc.) pourtant, en Amérique Latine, par exemple, ils créent aussi des "petits Oui" (d'autres manières de reproduire, en quotidien, le lien social).

Pourquoi est-ce que ça arrive?

A.B.: Toute une époque a été marquée par la négation, organisée dans la figure de la révolte. On pensait que le positif sortirait de la négation. C'est la conception dialectique de la politique. Il faut entrer dans une autre période.

Dire "Non" crée mouvement, mais pas plus que mouvement. Autrement dit, ça ne crée pas une nouveauté politique. Nous ne pouvons pas unifier les mouvements dans une même catégorie, en général ce qui fait l'unité du mouvement c'est la négation, l'opposition à quelque chose. La protestation, l'action n'est pas suffisante aujourd'hui pour créer une nouveauté politique. Pour la raison que j'ai déjà expliqué, ça c'était l'idée au début de dix-neuvième, avec des révolutions: l'action radical, l'insurrection, va créer la nouveauté. En France, au moment des grands grèves et manifestations comme en 1995, on a constaté que la révolte, par lui-même, ne crée pas aujourd'hui un espace politique nouveau. Il y a beaucoup d'autres exemples qui sont loin de nous, mais qu'il faut connaître, comme les grandes émeutes ouvriers en Chine aujourd'hui, les grandes émeutes dans les usines pour les conditions

inhumaines et dans les campagnes, pour le vol de terres des paysans pour installer des hôtels et des champs de golf. La question fondamentale que c'est presque une question philosophique c'est comment renverser le rapport entre affirmation et négation. Entendu qu'on aura toujours besoin de la négation mais, la révolte ne peut pas être considérée comme créatrice par elle-même. Le mouvement est nécessaire, mais il n'est du tout évident.

On a besoin de la rupture que introduit la distance par rapport au pouvoir, mais cette distance doit servir ensuite à la production et à la création. Donc, la négation et même la violence, peuvent servir à protéger l'affirmation. Je vois trois moments à articuler: la naissance, la rupture et passer de l'invisibilité à la visibilité; l'idée d'une nouvelle affirmation (au cas des immigrants, "droits pour tous"), la protection de tout ça.

Je pense, en effet, que la situation politique en Amérique Latine c'est, à certains égards, plus créatrice ou plus intéressante qu'en Europe. Jamais les situations sont égales dans le monde entier pour l'action politique. Par exemple en Argentine: l'histoire de l'Argentine c'est une histoire plus particulière, parce-que ça a été le peronisme, plus l'histoire de la dictature, plus la guerrilla écrasée dans la torture, plus la chute du régime... C'est une histoire tout à fait singulière et dans cette histoire singulière il y a, en effet, des choses intéressantes et de signification universelle. En tous les cas, nul part, pour l'instant, n'a surgi une hypothèse politique alternative de signification universelle claire. Finalement, quand même en Argentine, tout ça a abouti à l'élection de Kirchner et à la stabilisation de son régime. Donc nous avons des expérimentations, et je suis tout prêt à reconnaître leur importance. Bien sûr que les expérimentations et mobilisations en Argentine ou en Bolivie sont tout à fait passionnantes et il faut connaître et transmettre tout ça. Surtout que l'Europe n'est pas l'avant-garde de la politique mondiale. On doit pas s'inquiéter de cette situation. La situation en Europe actuellement est très difficile, parce-que l'Europe a une tendance à se fermer, à ne pas vouloir connaître les expériences extérieures, à ne pas vouloir les étrangères. Europe est partie, dominée par la peur, à cause d'une certitude historique d'être habituée à dominer le monde entier. C'est pour ça que maintenant a la tentation de se purifier, de fermer les portes à tout ce qui vient de dehors.

Quel a été le sens, à ton avis, de la révolte des banlieues et du mouvement anti-C.P.E.?

A.B.: Il faut parler de toute la période, depuis les émeutes des banlieues de octobre/novembre, jusqu'à le mouvement des étudiants contre le C.P.E..

D'abord le mouvement des jeunes des banlieues, ce mouvement a été expliqué de trois manières fausses, à mon avis.

- La première explication, c'est une explication communautaire et religieuse, et beaucoup d'intellectuels de droite, en France, on donné cette explication. C'est tout à fait fausse, et non seulement c'est fausse mais c'est contraire à la vérité immédiate, parce-qu'on sait très bien que les responsables religieux, aussi bien extrémistes comme se dirait, ont essayé d'arrêter la violence dans les différentes banlieues.

D'ailleurs, comme le montrent les nombreux procès judiciaires qu'on été fait après les émeutes, entre les détenus n'avait aucun activiste religieux. Ils étaient seulement des jeunes françaises d'un milieu pauvre, d'un milieu populaire. C'est explication est tout à fait fausse. C'est l'explication de la droite.

- La deuxième explication c'est l' explication de la gauche que, comme toujours, est une explication sociale, c'est à dire, c'était passé parce-que les jeunes des banlieues sont dans la misère, la pauvreté, l' exclusion. Je ne crois pas que c'est explication soit bonne non plus. En réalité ils ont leur sociabilité propre, ils n'ont pas mis en avant des thèmes dans cet ordre (misère, pauvreté, etc.). C'est à dire, ils n' ont pas dit: "je participe à ça parce-que je suis

vraiment à la misère". Il ne faut pas exagérer la pauvreté des banlieues. L'explication socioéconomique n'est pas bonne non plus.

- La troisième explication, en relation avec ce qu'ils ont dit, c'est qu'ils étaient considérés comme invisibles par la société dans son ensemble, considérés comme rien. En effet on les a appelé "les jeunes des banlieues", que c'est un nom absolument anonyme. Le seul interlocuteur dans la société c'était la police, qui tous les jours est contre eux.

Il faut savoir que le début de tout ça c'est la morte de deux jeunes poursuivis par la police, que non seulement le gouvernement, couvrant sa police, a menti sur la morte de ces jeunes, mais que en plus, toutes les autorités de l'état avaient menti: le premier ministre Dominique de Villepin a répercuté ses mensonges après Sarkozy, etc. Donc, on a une situation dans laquelle deux de ceux jeunes, considérés comme rien du tout et qu'ont une affaire à la police tous les jours, ont été tués en train de fuir .

Des mensonges officiels étaient effectifs, et la réponse généralisée était la condamnation, le reproche d'avoir détruit et brûlé.

Le mouvement a été unanimement condamné par les autorités politiques de droite et gauche. C'était tout à fait significatif et révélateur, le fait que les partis de gauche ont approuvé la déclaration "d'état d'urgence", relégué à l'oubli depuis la guerre d'Algérie, et qu'on l'a résorti une autre fois. Il faut bien voir ça, c'est très important dans la suite. Le mouvement n'a obtenu aucun espace de solidarité effective.

Personnellement, je suis intervenu à l'université Paris VIII où, devant ces grèves, on avait lancé un appel pour que les étudiants et les enseignants se réunissent pour prendre une position sur ses émeutes, mais personne a fait rien. À Paris VIII, que c'est l'université la plus combative de toutes, on sentait bien que la solidarité des étudiants avec le mouvement des jeunes des banlieues n'était pas vrai, autrement dit, était abstraite. Finalement, après bien des discussions, quand j'ai proposé avec deux ou trois amis, le fait d'aller sur place pour se rencontrer, parler et discuter, tout le monde était très embarrassé. Tout le monde a mis des excuses préliminaires qui n'étaient pas nécessaires, ils commençaient par dire: "c'est quand même pas bien ces émeutes", etc. Mais on ne discutait pas si c'était bien ou mal de brûler des voitures, ce n'était pas ça l'objectif. L'objectif c'était quelle interprétation on donne, quelle solidarité on manifeste, si solidarité il y a.

Le mouvement contre le C.P.E. a été le contraire dans une certaine manière. C'est un mouvement des jeunes étudiants ou lycéens, articulé sur une des conséquences de mouvement des banlieues, parce-que le gouvernement a proposé cet nouveau contrat, pour que les jeunes des banlieues pourraient plus facilement trouver un premier travail, pour terrible que soie, un contrat qui permet de te jeter sans rien importer.

Même les étudiants disaient qu'ils n'ont pas cherché à organiser sur ce point, une solidarité quelconque avec les jeunes des banlieues. Le contraste entre ce qui c'est passé au moment des émeutes des banlieues a été frappant. Le mouvement anti-C.P.E. a été, non seulement soutenu par tout la gauche, mais cadré par tout la gauche (syndicats, etc.). Le résultat c'est que les rapports entre les deux mouvements étaient plus en tension que en solidarité et participation. Les jeunes des banlieues n'ont pratiquement pas participé du tout dans le mouvement anti-C.P.E., ils ne l'ont pas senti comme une affaire propre, mais quelqu'uns sont allés aux manifestations à voler et battre les "jeunes bourgeoises".

Si on prend à l'ensemble ces mouvements, on peut voir que l'occasion politique minimum d'universalité a manqué. C'est un exemple dans lequel tout le monde a échoué. Je ne dis pas que les responsabilités soient plus des banlieues parce-qu'ils ont pratiqué *la grand tradition des émeutes* sur une place qui s' a fermé sur eux mêmes et n'ont pas beaucoup parlé, n'ont

presque rien dit. Les autres ont refusé de les faire prendre la parole, et finalement de les aider, sans solidarité effective avec ce qui s'était passé.

Je pense qu'on peut donner ça comme exemple de ce qui aurait pu être un évènement, mais qui n'a pas eu finalement.

L'évènement aurait été une nouvelle proposition sur ses affaires, une nouvelle possibilité, que naturellement pourrait avoir passé par un dialogue et un nouveau lien. Ce nouveau lien pourrait être politique, entre une fraction de la jeunesse populaire et une fraction de la jeunesse éduquée de nouveau dans la tradition de Mai 68.